



Doc. 12633
06 juin 2011

Mesures d'austérité – un danger pour la démocratie et les droits sociaux

Proposition de résolution

déposée par M. Andrej HUNKO et d'autres membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

Lors de l'adoption de son avis sur « Le surendettement des Etats – un danger pour la démocratie et les droits de l'homme », la commission des questions sociales, de la santé et de la famille a décidé de proposer d'élaborer un nouveau rapport distinct pour traiter des mesures d'austérité actuellement déployées par un certain nombre d'Etats membres du Conseil de l'Europe. De l'avis de la commission, ces mesures risquent de représenter un danger pour la démocratie et les droits de la personne humaine (en particulier les droits sociaux) tout aussi grave que l'endettement des Etats qu'elles visent à combattre.

S'il est nécessaire d'équilibrer les budgets des Etats surendettés à moyen et à long terme, il faut s'y employer d'une manière qui soit respectueuse des droits démocratiques et humains (y compris les droits sociaux) des citoyens: les gouvernements doivent permettre aux citoyens de donner leur avis quant à l'opportunité, à la manière et au moment où un Etat devrait réduire sa dette et honorer les obligations et engagements internationaux des Etats membres. Les coupes budgétaires qui ne menacent pas directement les droits sociaux et l'Etat-providence européen devraient être préférées aux mesures d'austérité classiques à court terme qui touchent de façon disproportionnée les groupes vulnérables.

Dans le même temps, il convient de tirer les leçons de la crise économique et financière qui est à l'origine de l'endettement actuel des Etats - et des mesures d'austérité qui en résultent - et améliorer les mécanismes de régulation à tous les niveaux (national, européen et international) afin d'éviter d'autres crises, comme indiqué dans la [Résolution 1673 \(2009\)](#) de l'Assemblée parlementaire sur « Les institutions économiques mondiales face aux défis de la crise financière ».

L'Assemblée recommande donc aux gouvernements des Etats membres de prendre les mesures nécessaires pour faire face aux conséquences de la crise économique et financière d'une manière qui soit pleinement démocratique et ne viole pas les droits fondamentaux des citoyens, y compris leurs droits sociaux.

Signé (voir au verso)



*Signé*¹:

HUNKO Andrej, Allemagne, GUE
AYVA Lokman, Turquie, PPE/DC
BAGHDASARYAN Gagik, Arménie, ADLE
BARBI Mario, Italie, ADLE
BLANCO Delia, Espagne, SOC
COLEIRO PRECA Marie-Louise, Malte, SOC
DÍAZ DELGADO Blanca Judith, Mexique
FLYNN Paul, Royaume-Uni, SOC
GERMIČ Ljubo, Slovénie, ADLE
GRAF Angelika, Allemagne, SOC
GROSS Andreas, Suisse, SOC
HUSS Jean, Luxembourg, SOC
KOX Tiny, Pays-Bas, GUE
MARQUET Bernard, Monaco, ADLE
MAURY PASQUIER Liliane, Suisse, SOC
OHLSSON Carina, Suède, SOC
RUPPRECHT Marlene, Allemagne, SOC
SPAUTZ Marc, Luxembourg, PPE/DC
VERCAMER Stefaan, Belgique, PPE/DC
XUCLÀ Jordi, Espagne, ADLE

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe socialiste